

Regroupement Pédagogique Intercommunal du V.A.L



PRESTATIONS DE NETTOYAGE DES LOCAUX SCOLAIRES DU RPI DU VAL

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P)

DU MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

n° 2021-01

11 PAGES

SOMMAIRE

Article 1 - Objet et étendue de la consultation.....	3
1.1 - Objet de la consultation	3
1.2 - Forme et étendue de la consultation.....	3
1.3 - Décomposition en tranches	3
1.4 - Divisions en lots.....	3
1.5 - Sous-traitance	3
1.6 - Bons de commande.....	4
Article 2 - Documents contractuels du marché	4
a) Pièces particulières :	4
b) Pièces générales :	5
Article 3 - Durée du marché - Délais d'exécution des prestations.....	5
Article 4 - Conditions d'exécution des prestations	5
4.1 - Description des prestations.....	5
4.2 - Suivi des prestations	5
4.3 - Reprise du personnel	6
4.4 - Conditions de travail.....	6
Article 5 - Prix du marché.....	6
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
5.2 - Forme des prix	6
Article 6 - Garanties financières.....	7
Article 7 - Modalités de règlement des comptes.....	7
7.1 - Acompte et paiement partiels définitifs	7
7.2 - Présentation des demandes de paiement.....	7
7.3 - Délai de paiement.....	8
Article 8- Pénalités	9
8.1 - Pénalités de retard et de défaut d'exécution	9
8.2 - Pénalités pour absence d'exécution	9
Article 9- Constatation de l'exécution des prestations	9
9.1 - Opération de vérification	10
9.2 - Admission.....	10
9.3 - Annulation	10
Article 10- Assurances.....	10
Article 11- Résiliation.....	10
Article 12 - Droit et langue	11
Article 13 - Clauses complémentaires	11
Article 14 - Dérogations au C.C.A.G. - Fournitures Courantes et Services.....	11

Article 1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation consiste à réaliser pour le Regroupement Pédagogique Intercommunal du Valmont - Atton - Loisy (RPI du VAL):

PRESTATIONS DE NETTOYAGE DES LOCAUX SCOLAIRES

Le présent marché porte sur le nettoyage des bâtiments du groupe scolaire comprenant principalement l'entretien courant, le nettoyage des vitres et la fourniture des consommables.

Lieux d'exécution : **COMMUNE DE ATTON 54700 (Meurthe-et-Moselle)**
COMMUNE DE BEZAUMONT 54380 (Meurthe-et-Moselle)

1.2 - Forme et étendue de la consultation

Le présent marché est un marché de fournitures courantes et services, passé suivant une procédure adaptée, soumis aux dispositions des articles 10 et 28 du Code des marchés publics.

Cette consultation est passée en application de l'article 77 du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande.

1.3 - Décomposition en tranches

Le présent marché n'est pas décomposé en tranches.

1.4 - Divisions en lots

Le présent marché est à lot unique.

Désignation	Montant MINIMUM annuel H.T.	Montant MAXIMUM annuel H.T.
Nettoyage des bâtiments du groupe scolaire (ATTON et BEZAUMONT)	20 000 Euros	30 000 Euros

1.5 - Sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché.

Le prestataire sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur avant tout commencement d'exécution de ses prestations.

Pour un montant de prestations sous-traitées supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant sera payé directement par le pouvoir adjudicateur.

L'acte spécial ou l'avenant précise tous les éléments prévus par les articles 114 du Code des marchés publics et indique en outre les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant,
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.
- Les attestations d'assurances en cours de validité.

Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant 21 jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire du marché en application de l'article 32e du CCAG-FCS.

1.6 - Bons de commande

Les prestations feront l'objet d'un marché à procédure adaptée à bons de commande, sans remise en compétition lors de l'attribution des bons de commande passés dans le cadre des dispositions de l'article 77 du Code des marchés. Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Chaque bon de commande précisera :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- Les dates et numéros du marché et du bon de commande ;
- La nature des prestations à réaliser ;
- Le montant ;
- Le lieu d'exécution ;
- Le délai d'exécution (date de début et de fin) ;
- Les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

Article 2 - Documents contractuels du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

a) Pièces particulières :

- l'acte d'engagement (A.E.)
- le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi
- le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administratives fait seul foi
- le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.)
- le planning d'intervention des équipes sur chaque équipement, définitivement établi avec le titulaire retenu à l'issu de la consultation
- le mémoire technique fourni lors de la remise des offres

b) Pièces générales :

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009.
- l'ensemble des textes et réglementations relatifs à l'objet du marché.

Article 3 - Durée du marché - Délais d'exécution des prestations

La durée du présent marché prend effet à compter du 1er septembre 2016 et pour une durée de un (1) an renouvelable deux (2) fois.

Conformément aux dispositions de l'article 77 du Code des marchés publics, l'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

La durée d'exécution des bons de commande est indiquée ci-dessus ; un bon de commande ne peut avoir pour effet de prolonger la durée de validité du marché, méconnaissant ainsi l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Article 4 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

4.1 - Description des prestations

La description des prestations et leurs spécifications techniques figurent dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

Afin que les candidats puissent élaborer une offre en adéquation avec les besoins du RPI du VAL, le présent marché donne lieu, durant la phase de consultation, à une visite obligatoire.

En conséquence, le titulaire ne peut se prévaloir d'une méconnaissance des lieux et de leur préfiguration au cours de l'exécution du marché.

Sites concernés :

- ❖ Ecole élémentaire Bezaumont.
- ❖ Ecole élémentaire maternelle d' Atton et périscolaire.

4.2 - Suivi des prestations

Le titulaire s'engage à désigner nommément la personne responsable de la conduite des prestations dans les 5 jours suivant la notification du marché.

Si le représentant du titulaire vient à changer, celui-ci en informe le représentant du pouvoir adjudicateur par tous moyens écrits (courrier, fax, mail).

Le titulaire a la responsabilité du personnel et des moyens à mettre en œuvre pour une exécution des prestations conformes aux stipulations du présent marché.

Le titulaire est tenu d'informer sans délai le représentant du pouvoir adjudicateur de tout changement de personne désignée pour conduire ou assurer l'exécution des prestations.

La qualité du nettoyage sera vérifiée au moins une fois par mois par les différents responsables de sites du RPI du VAL.

Il pourra par ailleurs être vérifié à tout moment par le Président du RPI du VAL en cas de problèmes ou dysfonctionnement.

Trois critères seront pris en compte de manière alternative et/ou cumulative :

- ♣ l'aspect
- ♣ le confort
- ♣ l'hygiène

En cas de manquement de la part des personnes chargées de l'exécution des prestations, l'administration se réserve le droit de demander au titulaire leur remplacement.

En tout état de cause, qu'il s'agisse du représentant du titulaire ou de ses équipes, le titulaire s'engage à respecter et à maintenir un niveau égal ou supérieur de compétence à celui de son offre, en cas de changement de personnel.

4.3 - Reprise du personnel

Le titulaire est tenu de respecter les dispositions des articles L.1224-1 et L.1224-2 du Code du Travail, qui portent sur la reprise du personnel du titulaire du marché précédent.

Le titulaire prend en charge la reprise du personnel actuellement affecté à l'exécution du marché selon la réglementation en vigueur, les conventions collectives ainsi que les règles d'usage de la profession, en l'occurrence l'annexe n°7 à la convention collective nationale des entreprises de nettoyage.

Le prestataire doit se rapprocher de l'ancien titulaire du marché pour régler la question de la reprise du personnel.

L'entité adjudicatrice précise que la transmission de ces informations, en annexe, se fait sous toute réserve puisqu'elle n'est pas à l'origine des données transmises et que dès lors ces informations ne sauraient engager sa responsabilité.

4.4 - Conditions de travail

Le titulaire devra fournir au pouvoir adjudicateur, avant tout commencement d'exécution, le nombre d'agents habilités à exécuter la prestation, ainsi que la liste nominative du personnel.

Le titulaire s'engage tant en son nom, qu'au nom de son personnel à une obligation de **confidentialité** et de **discretion** sur les activités exercées ainsi que sur les informations et renseignements recueillis à l'occasion de la prestation.

En cas de violation des obligations mentionnées et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

Article 5 - Prix du marché

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de la réalisation des prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes.

Par ailleurs, les prix comprennent toutes les prestations qui auraient pu échapper au détail de la description mais qui en sont le complément indispensable pour une parfaite réalisation.

Ainsi, l'entreprise ne pourra en aucun cas, ultérieurement, faire état de problèmes visant à ne pas exécuter, dans les règles de l'art, les prestations nécessaires.

Les prix ne comprennent pas les frais de déplacements entre les différents sites.

5.2 - Forme des prix

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application de prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres (ce mois est appelé mois ZERO (Mo)).

Les prix du marché sont **fermes** et **définitifs** pour la durée du contrat.

Article 6 - Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Article 7 - Modalités de règlement des comptes

7.1 - Acompte et paiement partiels définitifs

Il n'est pas prévu de paiements partiels définitifs.

7.2 - Présentation des demandes de paiement

Les modalités de présentation de la demande de paiement s'effectueront selon les conditions prévues à l'article 11-4 du C.C.A.G.- FCS.

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire,
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- le numéro du marché,
- la prestation exécutée,
- le montant hors taxe du service en question éventuellement ajusté ou remis à jour,
- le prix des prestations accessoires,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total des prestations exécutées TTC,
- la date de facturation.

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

RPI du VAL
1 rue des Dames
54700 ATTON

Le RPI du VAL se laisse un droit de vérifier et de rectifier le montant à régler, qui sera notifié au titulaire. Passé un délai d'un mois à compter de cette notification, le titulaire est réputé avoir accepté ce montant.

Le mandatement de la somme interviendra dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

❖ En cas de cotraitance :

S'il s'agit de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.- FCS.

❖ En cas de sous-traitance :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement ou sous-traitant.

Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des demandes de paiement produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord, ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

7.3 - Délai de paiement

Les sommes dues aux titulaires seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées dans le décret n°2013-269 du 29 mars 2013 (publié au JO du 31 mars 2013) relatives à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique et notamment au **calcul du délai de paiement (1)** et au versement des **intérêts moratoires (2)**.

*(1) Le délai global de paiement est fixé par décret. À titre indicatif, et sous réserve de changement éventuel, le délai **est de 30 jours** à compter de la réception de la facture en mairie et du décompte général définitif.*

(2) Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article 8 et 9 du décret précité est celui de l'intérêt de la banque centrale européenne en vigueur majoré de huit points, auquel s'ajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Article 8 - Pénalités

8.1 - Pénalités de retard et de défaut d'exécution

Dès lors que deux observations consécutives sont constatées et notifiées par fax ou par mail, quant à la défaillance du titulaire, une pénalité de 50 € journalière et forfaitaire sera appliquée sur le montant H.T de la facture, et ce pour les manquements suivants :

- Prestation exécutée partiellement à plusieurs reprises
- Non-respect des temps, dates, et heures de travail
- Absence totale d'entretien ou entretien partiel des sanitaires
- Non essuyage ou non lavage des meubles et bureaux (pénalité appliquée par pièce)
- Non vidage des corbeilles (pénalité appliquée par pièce)
- Manquement au lavage quotidien des sols carrelés
- Non entretien ou entretien partiel de la cuisine
- Manquement à l'obligation de confidentialité
- Usage à des fins personnelles du matériel
- détérioration provoquée par l'utilisation d'un produit ou d'une machine
- Absence de fermeture ou de mise sous alarme des locaux

8.2 - Pénalités pour absence d'exécution

Il est prévu une pénalité de 100 € sur le montant HT de la facture suivante par site et par absence journalière d'exécution constatée.

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire est tenu d'assurer les prestations du cahier des charges. Toute absence pour ce motif sera pénalisée suivant le montant de la pénalité ci-dessus.

Dans les cas prévus à l'article 36 du CCAG - FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire appel à un autre prestataire aux frais et risques de l'attributaire du présent marché.

Article 9 – Constatation de l'exécution des prestations

Le contrôle des prestations sera fait à mesure de leur exécution. Il portera sur la quantité, la qualité pour tout défaut apparent et la conformité correspondant aux pièces du marché.

9.1 - Opération de vérification

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le responsable du service émetteur de la commande ou son représentant au moment de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 22 et 23.1 du CCAG - FCS.

9.2 - Admission

Suite aux vérifications, les décisions de réception, d'ajournement ou de rejet seront prises dans les conditions prévues aux articles 24 à 25 du C.C.A.G. - FCS, par le pouvoir adjudicateur.

9.3 - Annulation

Le coût de la prestation comprend l'assurance annulation. Le présent marché se trouvera suspendu ou annulé de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure.

Toute annulation par ou du fait du titulaire pour toute cause que ce soit en dehors des cas de force majeure entraînera l'obligation du prestataire de rembourser, toutes sommes déjà reçues le cas échéant en exécution du présent marché, sans indemnité et poursuite d'aucune sorte.

Article 10 - Assurances

Le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil et fournir l'attestation avec les pièces de la candidature.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Article 11 - Résiliation

Les conditions de résiliation applicables au présent marché seront celles prévues au C.C.A.G.- F.C.S.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra pas d'indemnité.

Enfin, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 44 et 46 du code des marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à 8 du Code du travail, conformément à l'article 46-I.1 du Code des marchés publics, le marché sera résilié aux torts du titulaire, et le cas échéant, à ses frais et risques.

Article 12 - Droit et langue

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Tous les documents, factures doivent être rédigés en français. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 13 - Clauses complémentaires

Sans objet.

Article 14 - Dérogations au C.C.A.G. - Fournitures Courantes et Services

Dérogation(s) au CCAG - FCS :

- ♣ L'article 8 du présent C.C.A.P. déroge à l'article 14 du CCAG - FCS : pénalités.

Document établi le .../.../.....

Fait en un seul original

À.....le

Le Candidat